L'arc-en-ciel inachevé

L'éducation en Afrique du Sud : état des lieux

The unfinished rainbow. Education in South Africa : the current situation

Un arco iris sin acabar. El balance de la educación en República Sudafricana

Pierre-Louis Gauthier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2379>

DOI : 10.4000/ries.2379

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2000

Pagination : 63-69

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Pierre-Louis Gauthier, « L'arc-en-ciel inachevé », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 27 | 2000, mis en ligne le 01 octobre 2003, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2379> ; DOI : 10.4000/ries.2379

L'arc-en-ciel inachevé

L'éducation en Afrique du Sud : état des lieux

Pierre-Louis Gauthier

Résumé

En 1994, la nouvelle République d'Afrique du Sud a hérité d'un pays dévasté et perverti par l'apartheid. Comme pour les autres institutions, la reconstruction du système éducatif se fait pas à pas, intégrant les principes de base de la nouvelle démocratie. Mais la dégradation des conditions matérielles et financières, humaines et morales, gêne tout essor et impose lenteurs et inerties au processus de développement.

63

The unfinished rainbow. Education in South Africa: the current situation

In 1994 the new Republic of South Africa replaced a country which had been devastated and corrupted by apartheid. Reconstruction of the education system, like that of other institutions is taking place step by step, incorporating the basic principles of the new democracy. However the deterioration of material, financial, human and moral conditions is hampering any expansion and slowing down the development process, if not bringing it to a standstill.

Un arco iris sin acabar. El balance de la educación en República Sudafricana

En 1994, la nueva República Sudafricana ha heredado de un país devastado y corrupto por el apartheid. Como para las demás instituciones, se reconstruye el sistema educativo paso a paso, y se trata de integrar los nuevos principios básicos de esta joven democracia. Pero la degradación de las condiciones materiales y económicas, humanas y morales, estorba todo tipo de progreso e impone torpezas e inercias al proceso de desarrollo.

Parmi les bouleversements que l’Afrique du Sud, la « nation arc-en-ciel ¹ », connaît en cette fin de siècle, l’éducation ne constitue certes qu’une infime partie des transformations sociales en cours. Elle n’en demeure pas moins l’un des enjeux cruciaux de ce pays qui tente de construire un présent et un avenir assurés pour tous : Blancs (13 % de la population), Noirs (76 %), *Coloureds* ² (8,5 %) et Asiatiques ³ (2,5 %). Dans le contexte africain, l’Afrique du Sud se situe parmi les pays à fort PNB. Sa position dans le cône Sud est dominante entre le Botswana, le Mozambique et la Namibie où les tensions demeurent fortes, le royaume du Lesotho, totalement enclavé, et celui du Swaziland, nanti d’une monarchie absolue ⁴.

L’évolution chaotique de la région ne pouvait conduire qu’à l’instabilité actuelle et à de forts contrastes entre l’Afrique du Sud devenue l’une des rares démocraties du continent africain, et les autres pays de la région.

Fiche d'identité : L'AFRIQUE DU SUD

Superficie : 1 221 307 km ²	France : 549 000 km ²
Population : 37 643 000 hab.	France : 60 082 000 hab. (1999)
Accroissement moyen population/an : 614 474 hab.	France : 264 000 hab.
Densité absolue : 31 hab/km ²	France : 106 hab/km ²
Population prévue en 2025 : 70 000 000	France : 63 600 000
Capitale : Pretoria (900 000 hab.)	France : Paris (9 500 000 hab.)
Économie :	
PNB global (1996) : 128, 23 milliards \$ (34 ^e rang mond.)	France : 1534,74 milliard \$ (4 ^e rang mondial)
PNB par habitant (1996) : 3 520 \$ (95 ^e rang mondial)	France : 25 190 \$ (13 ^e rang mondial)

Aussi convient-il de replacer l’éducation dans le contexte historico-politique mouvementé des dernières décennies. L’apartheid, entré en vigueur à partir de 1948 avec le *Group Areas Act* et le *Separate Amenities Act*, imposait la classification de la population en quatre groupes raciaux et leur séparation définitive pour tous les actes de la vie publique et privée (résidence, circulation, espaces, relations personnelles, éducation, santé, travail, etc). L’Afrique du Sud

1 Expression empruntée à la Bible (Genèse IX.13) et inventée par l’évêque anglican Desmond Tutu, lors des funérailles de Chris Hani, leader du parti communiste sud-africain, sauvagement abattu en 1993.

2 Métis.

3 Majoritairement d’origine indienne.

4 Les enseignants du Swaziland ont rejoint en novembre 2000 le front syndical qui, en l’absence des partis politiques interdits depuis 1973, s’oppose à l’arbitraire du monarque Mswati III.

a ainsi vécu « légalement » jusqu'en 1994 dans un régime raciste et antidémocratique, inspiré des théories du national-socialisme sur l'inégalité des races. Les dernières mesures de ségrégation ont été abolies en avril 1999.

L'éducation fut partie prenante dans ce régime conforté en outre par les conceptions passéistes et obscurantistes de l'Église réformée hollandaise. On sait combien ce régime a généré de violence et d'injustice, notamment après que le *pass book*⁵ eut été rendu obligatoire pour les non-Blancs et que l'afrikaans eut été proclamé seule langue d'enseignement. Les émeutes, la répression sanglante et son cortège d'atrocités à Soweto et dans tout le pays n'ont plus cessé à partir de 1976.

Un système éducatif dévasté

Après les élections de 1994, la nouvelle République d'Afrique du Sud a hérité, sous la présidence de Nelson Mandela, d'un système éducatif dévasté. Actuellement et en dépit d'une évolution politique favorable aux réformes et à la reconstruction, le système éducatif demeure traversé par des lignes de fracture sociale et raciale. « Nous sommes toujours deux nations : l'une pauvre et noire, l'autre riche et blanche », déclare Desmond Lockey, député de l'ANC⁶. Lorsqu'on voyage dans le système éducatif sud-africain, on rencontre rarement, dans un établissement, plusieurs communautés. Telle université reste majoritairement, sinon totalement, blanche ; telle autre ne comporte pratiquement que des Noirs et des *Coloureds*. La nomination, en septembre 1999, du premier principal non-blanc dans un lycée (*High School*) de Cape Town, a provoqué une vive émotion et de sourdes résistances. De rares établissements rassemblent les différentes communautés du pays (UNISA à Pretoria).

Les conditions matérielles et humaines soulignent cette fracture ainsi que les profondes inégalités qui subsistent entre les communautés. Si les établissements scolaires des régions et des quartiers favorisés, peuplés de Blancs, restent bien dotés en laboratoires, manuels, bibliothèques et correctement entretenus, les *townships*⁷ et les régions rurales ne disposent que d'écoles dont la vétusté n'a d'égale que l'insalubrité et l'insécurité. Bâtiments en mauvais état, baraquements croulants, routes d'accès défoncées, installations sportives inexistantes, pauvreté du matériel, sont les signes extérieurs qui trahissent d'importants dysfonctionnements. Dans la province de *Eastern Cape* (région de Port-Elizabeth), 93 % des écoles primaires et secondaires n'ont pas de biblio-

5 Passeport intérieur.

6 *African National Congress*, parti majoritaire (54 % des suffrages aux élections municipales de décembre 2000).

7 Les non-Blancs, interdits de séjour dans les villes, ont été confinés dans des agglomérations de type bidonville, qui ont proliféré à la périphérie de toutes les villes, grandes, moyennes et petites, et subsistent actuellement. Autour de Johannesburg (2 millions d'habitants), le seul *township* de Soweto regroupe environ 4 millions d'habitants ; à Cape Town (1 million d'habitants), le *township* de Khayelitsha renferme plus de 4 millions d'habitants.

thèque et la règle est de disposer d'un manuel pour deux élèves. 77 % des gens n'ont pas d'électricité ; 41 % n'ont pas d'eau courante, élèves et enseignants s'abreuvant à des citernes qui récoltent les eaux pluviales à partir des toitures ; 25 % n'ont pas de toilettes ; 81 % n'ont pas de téléphone⁸. On trouve des conditions encore plus médiocres dans la province du Kwazulu-Natal, par exemple, où l'absence d'eau potable génère et entretient une situation sanitaire dégradée. La généralisation de l'eau courante et potable dont 20 % des Sud-Africains sont privés, est l'une des priorités du nouveau régime dans le cadre du *Reconstruction and Development Program* (RDP). Dans les zones rurales, les Blancs optent généralement pour la scolarisation à domicile (*home schooling*).

Autre héritage du « développement séparé », la sous-qualification des enseignants atteint des proportions rendant problématiques le décollage de l'éducation et sa généralisation. La sous-qualification atteint 60 % dans l'enseignement primaire, 20 % dans l'enseignement secondaire, les carences les plus importantes touchant l'enseignement des mathématiques (36 %) et celui des sciences (53 %) ⁹. 56 % des chefs d'établissement dans le primaire, 75 % dans le secondaire, n'ont pas de qualification spécifique. Les personnels d'administration présentent des carences dans des proportions semblables. Ajoutons que 36 % des enseignants ont moins de cinq années d'expérience et que les taux d'encadrement connaissent des disparités considérables suivant les provinces. Ainsi, les effectifs moyens par classe varient entre 25 (*Western Cape*) et 51 (*Eastern Cape*) ¹⁰. Ces écarts augmentent avec les secteurs ethniques, pouvant passer de 19 dans une ex-école primaire blanche à 56 dans une ex-école noire.

Sur ces données de base, se superposent des comportements qui ne font qu'accentuer les difficultés d'enseigner et d'être enseigné. Comme dans les autres secteurs de la société, la violence est présente de manière endémique dans beaucoup d'établissements scolaires et universitaires, particulièrement en milieu urbain. Comportements agressifs, vandalisme, gangstérisme, drogue, viols sont fréquents. On peut mettre une partie de cette violence au passif de l'apartheid, dans la mesure où, pendant plus de vingt ans, élèves, étudiants et enseignants non-blancs n'ont connu d'autre alternative pour s'opposer à l'injustice et faire connaître leurs revendications que la lutte violente. Actuellement cette culture de la violence (assassinats d'instituteurs) perdure et se retourne parfois contre ceux-là mêmes qui tentent une percée vers une scolarisation améliorée.

Ce tableau de l'héritage de l'apartheid en matière d'éducation permet de comprendre qu'actuellement, le savoir, l'enseignement et la gestion de l'éducation ne sont plus érigés en culture permanente. Au contraire, on rencontre fréquemment une conception négative, voire nihiliste, de l'école. À

8 Department of Education, *Annual Report*, 1997, Pretoria.

9 *Third International Mathematics and Science Study* – IEA, 1996.

10 Department of Education, *Annual Report*, 1997, Pretoria.

cette dégradation correspond souvent une profonde démotivation, aussi bien chez les élèves que chez les enseignants ou les autres personnels. On a pu parler de l'effondrement d'une culture du savoir, de l'enseignement et du service ou *Collapse of a culture of learning, teaching and service* (COLTS) ¹¹.

La reconstruction

La situation ne pouvait qu'appeler des mesures d'urgence et principalement des mesures de fond pour la reconstruction du système éducatif. Dans ce pays, où la citoyenneté est à construire, on a tout d'abord posé pour l'éducation des principes forts, fondateurs, en lien étroit avec la jeune Constitution (1996) et les droits de l'homme. La démocratie, prônée comme moteur de la cohésion et de la responsabilisation des individus et des groupes ; la liberté, comme modèle d'éducation d'esprits indépendants et critiques ; l'égalité, découlant du droit constitutionnel de chacun à l'éducation de base sans aucune exclusive. La justice implique que l'équité règne pour chacun face à l'école, mais aussi dans l'école. La paix enfin devrait être garantie par la loi, ainsi que le respect des droits fondamentaux et le refus de la violence. Pour que ces principes ne relèvent pas de la langue de bois et qu'ils se diffusent dans l'ensemble du système, il fallait des applications immédiates. L'une d'elles concerne la réparation des inégalités découlant des errements du passé : la « discrimination positive » (*affirmative action*) se traduit, par exemple, par la priorité donnée aux non-Blancs dans l'embauche du personnel enseignant et administratif. Il fallait surtout un changement radical du paradigme éducatif jusqu'alors basé sur la passivité de l'apprenant et la répétition. La révision des contenus d'enseignement inspirés par l'idéologie de l'apartheid et les mythes de la nation blanche magnifiés au nom de la volonté divine, est en cours.

Des codes de conduite sont actuellement diffusés dans tout le pays, qui rappellent et soulignent les droits et les devoirs des enseignants. Pour remédier à la violence, on préconise l'apprentissage de la résolution des conflits. Des procédures disciplinaires sont généralisées. Les enseignants eux-mêmes sont désormais assujettis à des règles déontologiques précises. En 1998, la fonction enseignante a été redéfinie selon six items : médiation du savoir, utilisation et conception de programmes et de matériels, administration et direction, recherche et formation continue, citoyenneté, spécialisation dans un domaine ¹².

Sur ces nouvelles bases, la reconstruction pédagogique est en cours. Plusieurs organismes sont actuellement à l'œuvre. Ainsi, le *National Qualifications Framework* (NQF) fixe, depuis 1995, les normes et les standards de l'édu-

11 Anne-Marie Bergh, « La formation des enseignants en Afrique du Sud », *Revue internationale d'éducation – Sèvres*, n° 21, mars 1999.

12 *Technical Committee on the Revision of Norms and Standards for Educators*, 1998, Pretoria, DoE.

cation. Le signe le plus concret de l'évolution actuelle est la mise en place du « Curriculum 2005 » qui privilégie les compétences transversales et le développement des attitudes sociales dans douze domaines professionnels définis conjointement par le *Department of Education* (DoE) et le ministère du Travail : agriculture, culture et arts, commerce, communication, éducation, technologies industrielles, sciences humaines et sociales, droit et sécurité, santé, sciences, sciences de la vie, construction. La dynamique actuelle repose également sur le principe d'une éducation égale pour tous tout au long de la vie. L'ambition de ce programme, le caractère novateur des méthodes et des démarches préconisées, souvent inspirées des modèles australiens et néo-zélandais, ne rencontrent cependant pas toujours compréhension et adhésion de la part des enseignants sud-africains peu accoutumés au libre arbitre et au libre choix de leurs orientations. Le débat est ouvert entre partisans de « plus de théorie » et les pragmatiques, adeptes d'une formation pratique et professionnalisante, entre partisans de l'autonomie des établissements et ceux prônant plus de centralisation. Des programmes de formation continue (*Inset*) sont mis en place comme le programme « Imbewu »¹³ dans le *Eastern Cape* concernant cinq cents écoles primaires. En dépit des principes de flexibilité, créativité et innovation, sans cesse réaffirmés, les réalisations confinent parfois à une certaine confusion.

Accompagnant ce défi pédagogique, le nouveau régime a entrepris une vaste reconstruction de l'édifice administratif de l'éducation. Après la disparition des DoE propres aux différentes catégories raciales et aux bantoustans, qui cantonnaient de force les ethnies noires sur des territoires pauvres et sous-équipés, le nombre des instances régionales a été ramené de dix-sept à neuf. Partant des extrêmes inégalités de l'ancien système, on est ainsi parvenu à une homogénéisation des pratiques administratives en termes de salaire, de recrutement, de logistique, de gestion. En dépit des nombreuses mesures transitoires, cette réforme est porteuse d'évolution positive : de nombreux audits en témoignent. La gageure est d'avoir évité toute rupture dans le fonctionnement des établissements en dépit du mouvement des réformes structurelles.

Inertie et résistances

Cette grand œuvre rencontre, on s'en doute, de graves difficultés. Les particularismes nés des ruptures persistent, opposant inertie et résistances au changement. Les inégalités entretiennent les antagonismes et les préjugés. Tout d'abord, la remise en ordre de l'enseignement supérieur est loin d'être satisfaisante. Rappelons qu'en termes de réussite scolaire, un Blanc sur trente accède à l'université, contre un Noir sur 2000. La diversité des langues, garantie par la nouvelle constitution, constitue paradoxalement un frein à

13 Mot *khosa* désignant une graine.

l'égalité : comment assurer cette liberté de choix pour les onze langues officielles du pays ¹⁴ ? L'évolution actuelle conduit à l'abandon progressif de certaines langues africaines et au recul de l'afrikaans, au profit de l'anglais ¹⁵ augmentant par là le divorce culturel entre la langue scolaire et celle du milieu familial traditionnel.

La politique de rationalisation de la gestion de l'éducation, liée à l'austérité budgétaire, amène le gouvernement à réduire ses aides à l'éducation comme à d'autres secteurs sociaux ¹⁶. Par exemple, la redistribution des postes excédentaires dans le primaire par rapport au secondaire aboutit à une réduction globale du nombre de postes, à un alourdissement des normes d'encadrement, à une dégradation des conditions de travail des enseignants souvent mutés loin de leur domicile. Paradoxalement ce sont les établissements ex-noirs défavorisés qui sont les plus touchés par ces mesures de redéploiement. En outre, l'État ne prend pas en charge les établissements qui sont installés sur le territoire des grandes exploitations agricoles, se contentant de verser les salaires et d'octroyer quelques kilos de pain par jour pour les élèves ; ces établissements ne bénéficient par conséquent d'aucun investissement, ni amélioration. Depuis 1997, le financement des transports scolaires a été supprimé (le parcours quotidien des élèves est en moyenne de 10 à 15 km), accroissant de ce fait l'absentéisme. On préconise de diversifier les sources de financement : ainsi le programme Imbewu est financé par le gouvernement britannique. Ces mesures sont ressenties comme un relatif désengagement de l'État.

69

*
**

On voit bien que d'autres priorités s'imposent aux nouveaux dirigeants, priorités qui sont d'ailleurs généralement comprises par l'opinion. Il s'agit, notamment, de favoriser l'essor économique du pays et, ce faisant, de promouvoir une classe moyenne dans toutes les catégories de la population et pas seulement parmi les Blancs et certains *Coloureds*. C'est aussi créer une force sociale apte à prendre en main et poursuivre l'œuvre scolaire commencée depuis 1994. « Nelson Mandela a réalisé l'impossible », rappelait récemment André Brink ¹⁷. Il reste en matière d'éducation à réaliser le possible et à doter cette jeune démocratie d'un système éducatif à la hauteur de son idéal politique.

14 SePedi, seSotho, seTswana, siSwati, tshiVenda, xiTsonga, afrikaans, anglais, isiNdebele, isiXhosa, isiZulu.

15 Quid du français, langue historique de l'immigration huguenote en Afrique du Sud, au ^{xvii}^e siècle ?

16 Par exemple, le refus du ministère de la Santé de prendre en charge les thérapies récentes contre le sida qui affecte un fort pourcentage de la population. De même le retard pris par le RDP (adduction d'eau).

17 Hommage d'André Brink à Mandela, *Courrier international*, 15 septembre 1999.